

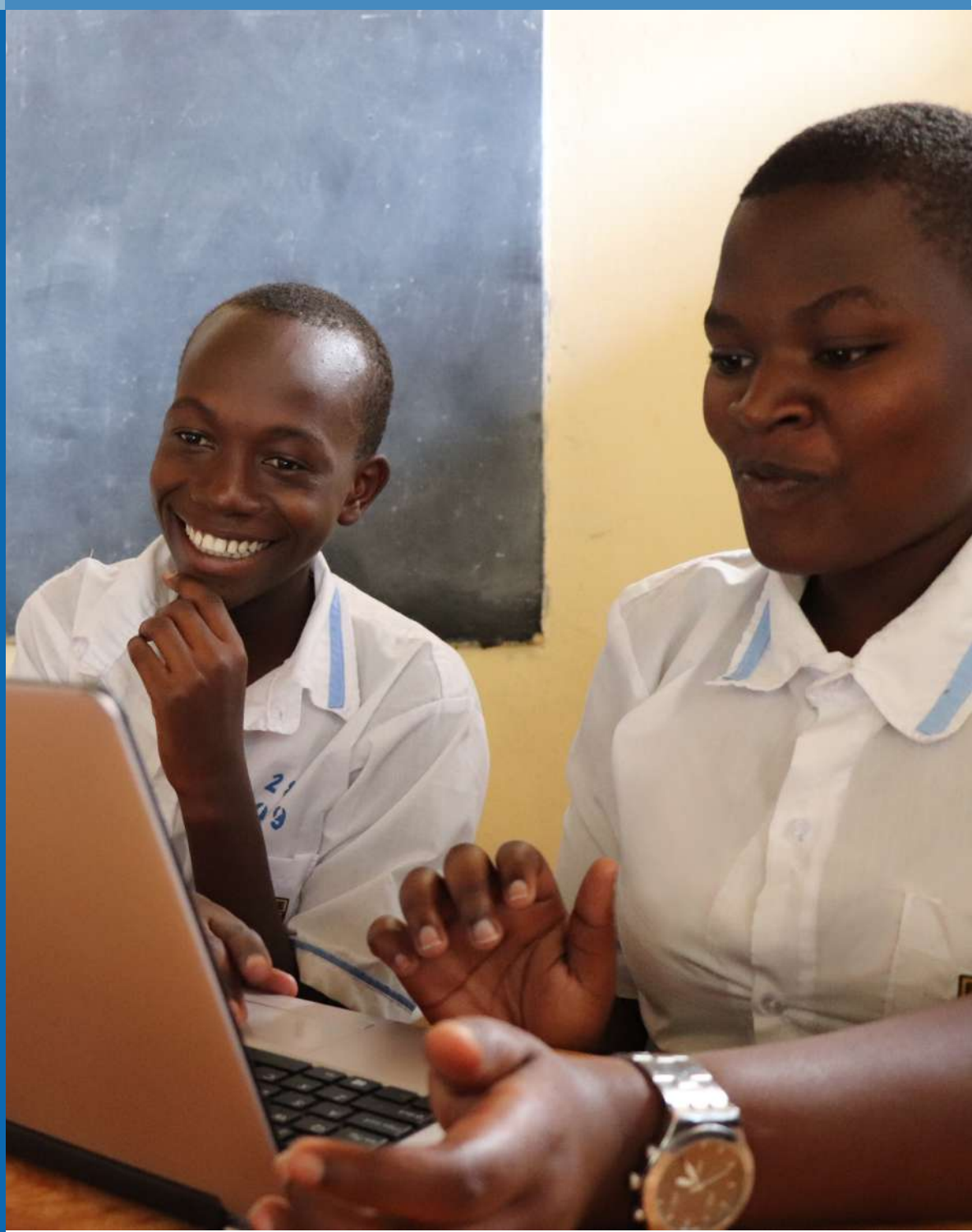


ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement

Septembre 2021

« DIGITAL FOR DEVELOPMENT » (D4D), ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE

Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ? - *Résumé exécutif*



© SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

Septembre 2021

Évaluation N°S4/2018/04

Copyright photo de couverture : © VVOB Rwanda/Wehubit - Projet SCRATC2H (Rwanda)

Impression : Imprimerie SPF

Le résumé est disponible en format pdf en français, néerlandais et anglais (le rapport final est disponible en français) sur le site : https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/nos_methodes_de_travail/service_evaluation_speciale/rapports ou auprès du Service de l'Évaluation spéciale.

Le rapport final est intitulé comme suit : Service de l'Évaluation spéciale/SES (2021), « *Digital for Development* » (D4D), *Étude complémentaire, Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ?*, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, Bruxelles.

Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et
Coopération au Développement

**Service de l'Évaluation spéciale de la Coopération belge au
Développement**

« Digital for Development » (D4D), Étude complémentaire, Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ?



Christina Castella - Jérémie None - John Cracco - Romane Gérardin

Résumé exécutif

Septembre 2021

L'étude a été menée par EY et a bénéficié de l'appui du Service de l'Évaluation spéciale. Le Service de l'Évaluation spéciale a assuré la conformité de l'étude aux termes de référence.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Table des matières

1. Objectifs, périmètre et démarche de l'étude.....	1
1.1. Objectifs et périmètre de l'étude	1
1.2. Démarche générale et calendrier	2
1.3. Les questions évaluatives.....	2
2. Conclusions et leçons apprises	4
2.1. Conclusions spécifiques à l'étude	4
2.2. Conclusions partagées avec la précédente évaluation D4D	9
3. Recommandations	10

1. Objectifs, périmètre et démarche de l'étude

1.1. Objectifs et périmètre de l'étude

Objectifs

Dans le prolongement de l'évaluation « *Digital for Development* », le Service de l'Evaluation spéciale (SES), d'un commun accord avec les membres du comité d'accompagnement, a exprimé l'intérêt d'une étude additionnelle visant à considérer les développements liés à la pandémie de la Covid-19, qui a émergé à la fin de l'évaluation.

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- ▶ **Fournir des éléments d'analyses et d'évaluations sur la mobilisation du D4D en temps de Covid-19** d'une part, **et sur l'effet de la crise au niveau des interventions D4D** d'autre part (interventions en cours/ nouvelles interventions) ;
- ▶ **Tirer des enseignements de l'expérience en cours de mobilisation du D4D, et formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles** à partir de ces éléments d'analyse et des leçons apprises. Ces recommandations seront utiles à la fois :
 - pour mieux comprendre l'impact de la crise sur les stratégies de digitalisation dans les pays d'interventions et identifier les effets de la crise sur la mise en œuvre de projets intégrant des composantes digitales ;
 - pour améliorer, au travers du rôle et des opportunités offertes par le D4D, la stratégie de réponse de la Coopération et de l'Aide humanitaire belge aux défis posés par la pandémie de la Covid-19 ;
 - pour renforcer les interventions D4D et définir les meilleures préconisations pour les rendre plus utiles et plus efficaces en période de la Covid-19.

Périmètre

Le périmètre retenu est précisé comme suit :

- ▶ **Sur un plan temporel**, l'étude prend en considération les développements récents depuis l'émergence de la crise liée à la Covid-19 (début 2020), en veillant à bien isoler les changements induits par la crise Covid-19. L'évaluation a interrogé et consulté une diversité d'acteurs, du siège en Belgique et sur le terrain parmi lesquels des acteurs de la coopération gouvernementale, de la coopération non gouvernementale (Organisations de la Société Civile -OSC, Acteurs Institutionnels-AI), de l'aide humanitaire, de l'aide au secteur privé (BIO) et de l'Education à la Citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS).
- ▶ **Sur un plan géographique**, l'étude couvre de manière transversale l'ensemble des pays/secteurs d'intervention de la coopération belge tout en réalisant trois approfondissements dont deux au niveau pays (Ouganda et Sénégal).
- ▶ **Sur le plan thématique**, l'étude couvre de manière transversale les différents canaux de la coopération et domaines d'intervention utilisant le D4D en réponse à la crise

Covid-19. En sus des études de cas pays, un approfondissement thématique a été effectué dans le domaine de l'Education à la Citoyenneté mondiale et solidaire.

1.2. Démarche générale et calendrier

L'évaluation a suivi une démarche structurée autour de 2 grandes phases de novembre 2020 à juillet 2021 :

- ▶ **Une phase de lancement et de collecte incluant :**
 - **Une revue documentaire** : d'une part, au niveau stratégique (depuis les sièges et à l'échelle pays) ; d'autre part, au niveau des projets.
 - **Des entretiens réalisés en/depuis la Belgique : 18 personnes interrogées à travers 12 entretiens** individuels et groupés, à la fois avec les acteurs gouvernementaux (DGD/SPF Affaires étrangères, Cabinet de la Ministre), des opérateurs et instruments de la coopération belge (Enabel, BIO) concernés par la mise en œuvre du D4D, des acteurs chargés de la mise en œuvre d'initiatives phares D4D (Wehubit), des acteurs de la coopération non gouvernementale (ACODEV, ngo-federatie, CNCD-11.11.11).
 - **Deux enquêtes en ligne** (en français, néerlandais et anglais) auprès d'une part des acteurs de la coopération gouvernementale (DGD/Ambassade, Enabel siège et terrain) et de la coopération non gouvernementale (Organisations de la société civile (OSC), acteurs institutionnels). Le nombre de répondants a été de 108 au total dont 47 au titre de l'enquête auprès des acteurs de la coopération gouvernementale et 61 via l'enquête auprès des ACNG.
 - **Trois approfondissements** : dont deux à l'échelle pays (Ouganda, Sénégal) et un au niveau thématique (éducation à la citoyenneté mondiale). Ces approfondissements ont compris **10 entretiens individuels ou groupés** (dont 2 groupes de discussion avec des ACNG) permettant d'interroger **24 personnes** (incluant des Chefs de coopération de l'Ambassade, Représentant Enabel et/ou Expert D4D, des ACNG).
- ▶ **Une deuxième phase d'analyse, de rédaction et de finalisation** : donnant lieu à la remise d'un projet d'étude, dont les conclusions provisoires et pistes de recommandations ont fait l'objet d'échanges lors d'une réunion de comité d'accompagnement et à une étude finale intégrant les commentaires reçus.

Cette méthode a souhaité capitaliser sur l'approche retenue lors de la précédente évaluation (en réinterrogeant plusieurs parties prenantes et en réalisant à nouveau une étude de cas en Ouganda afin d'assurer un suivi), tout en incluant une autre étude de cas pays (Sénégal) et en veillant à bien équilibrer dans les analyses le poids relatif aux acteurs de la coopération gouvernementale et à ceux de la coopération non gouvernementale (une enquête dédiée pour chacun de ces acteurs, une étude de cas relative à l'Education à la citoyenneté mondiale mettant en avant le rôle des ACNG). Les conclusions de cette étude font aussi un suivi des enjeux qui persistent par rapport à la précédente évaluation.

1.3. Les questions évaluatives

Pour répondre aux objectifs de l'étude et aux attentes formulées, les questions suivantes ont été retenues, portant à la fois sur un niveau stratégique (stratégie D4D, stratégies de réponses aux défis posés par la pandémie, mécanismes...) et sur un niveau plus opérationnel (interventions et projets).

EFFETS de la crise sur les interventions D4D

- 1- Quelles conséquences (positives / négatives) la pandémie de covid-19 a-t-elle eu sur les interventions D4D de la coopération belge ? (dans leur dimensionnement, rythme d'exécution, nouvelles interventions, additionnalité par rapport à un contexte non Covid-19, etc) ? La crise a-t-elle conduit à une accélération/ une augmentation des projets D4D ? A-t-elle conduit à une inflexion dans leurs objectifs ou dans les conditions de mise en œuvre des projets ?
- 2- Le digital a-t-il été utilisé par les acteurs de la coopération belge dans les mesures d'adaptation prises pour répondre aux défis posés par la pandémie et permettre la continuité/ la poursuite des projets de développement ? Dans quelle mesure le digital a-t-il permis d'atténuer les effets de la Covid-19 sur la bonne mise en œuvre des projets et l'atteinte des résultats de développement escomptés ?

PERTINENCE (stratégie)

- 3- Dans quelle mesure le Digital constitue-t-il un levier pertinent pour répondre aux besoins, opportunités et défis liés à la Covid-19 dans les pays en développement (incluant les partenaires et bénéficiaires) et aux priorités de la coopération belge ? Y a-t-il des bonnes pratiques ? La crise de la Covid-19 a-t-elle fait émerger (ou rendu plus apparents) des risques spécifiquement liés au digital ? (ex : exclusion)
- 4- Dans quelle mesure le D4D constitue-t-il, en période de pandémie de la Covid-19, une opportunité et/ou une menace/un risque pour la Coopération belge, notamment dans sa mobilisation en faveur du concept de « Laisser personne de côté » (*Leave no one behind*) et dans la prise en compte des enjeux genre ?
- 5- La réponse stratégique de la DGD liée à la pandémie de la Covid-19 considère-t-elle de manière suffisante les potentialités offertes par le D4D et les solutions numériques ? Tient-elle suffisamment compte des risques liés au digital ? Dans quelle mesure le D4D doit-il être priorisé (en tant que levier ou domaine d'intervention) en temps de crise Covid-19 ?

PERTINENCE, EFFICACITE, COHERENCE, IMPACT ET DURABILITE des interventions D4D dans la réponse à la crise

- 6- Dans quelle mesure le D4D a-t-il jusqu'ici constitué un levier stratégique et opérationnel effectivement activé par la coopération belge et ses différents acteurs face aux défis posés par la pandémie Covid-19 ?
- 7- En temps de crise Covid-19, quelles interventions D4D (dans un contexte de développement / humanitaire) la coopération belge privilégie-t-elle, par acteurs / canaux (ou gagnerait à le faire à l'avenir) ?
- 8- Y a-t-il des articulations internes / externes incluant du D4D (au niveau des sièges / sur le terrain) pour répondre à la crise Covid-19 ? (notamment d'autres partenaires techniques et financiers bilatéraux, européens ou multilatéraux)
- 9- Les interventions D4D de la coopération belge liées à la Covid-19 répondent-elles aux besoins des pays partenaires (incluant partenaires et bénéficiaires) ? Sont-elles fondées si le contexte revient à la normale ?
- 10- Quels sont les résultats et impacts (réels / espérés) des interventions D4D en temps de crise ? Quelles sont les chances de durabilité dans un contexte ultérieur ? La crise a-t-elle favorisé le processus de capitalisation ?
- 11- Le D4D a-t-il eu un effet positif sur la réponse à la crise, pour en atténuer les effets ou pour accélérer des résultats de développement attendus ?

EFFICIENCE

- 12- La crise Covid-19 a-t-elle nécessité un investissement additionnel lié au D4D ?
- 13- Le cas échéant, lesquels ? Sont-ils justifiés ? (*value for money*, durabilité de l'investissement)

2. Conclusions et leçons apprises

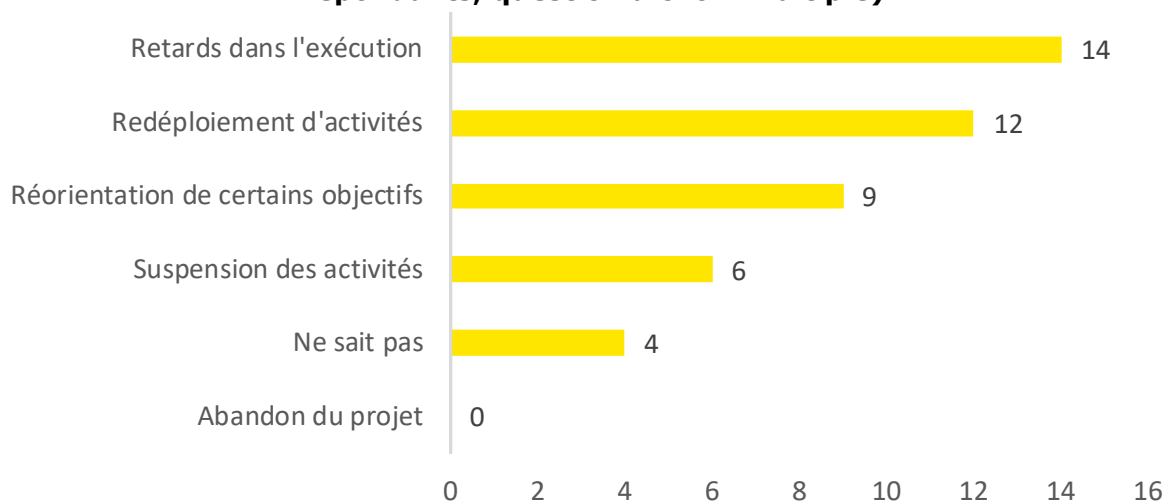
2.1. Conclusions spécifiques à l'étude

L'étude aboutit à **plusieurs conclusions et enseignements** :

1) Au niveau des effets de la crise sur les interventions D4D

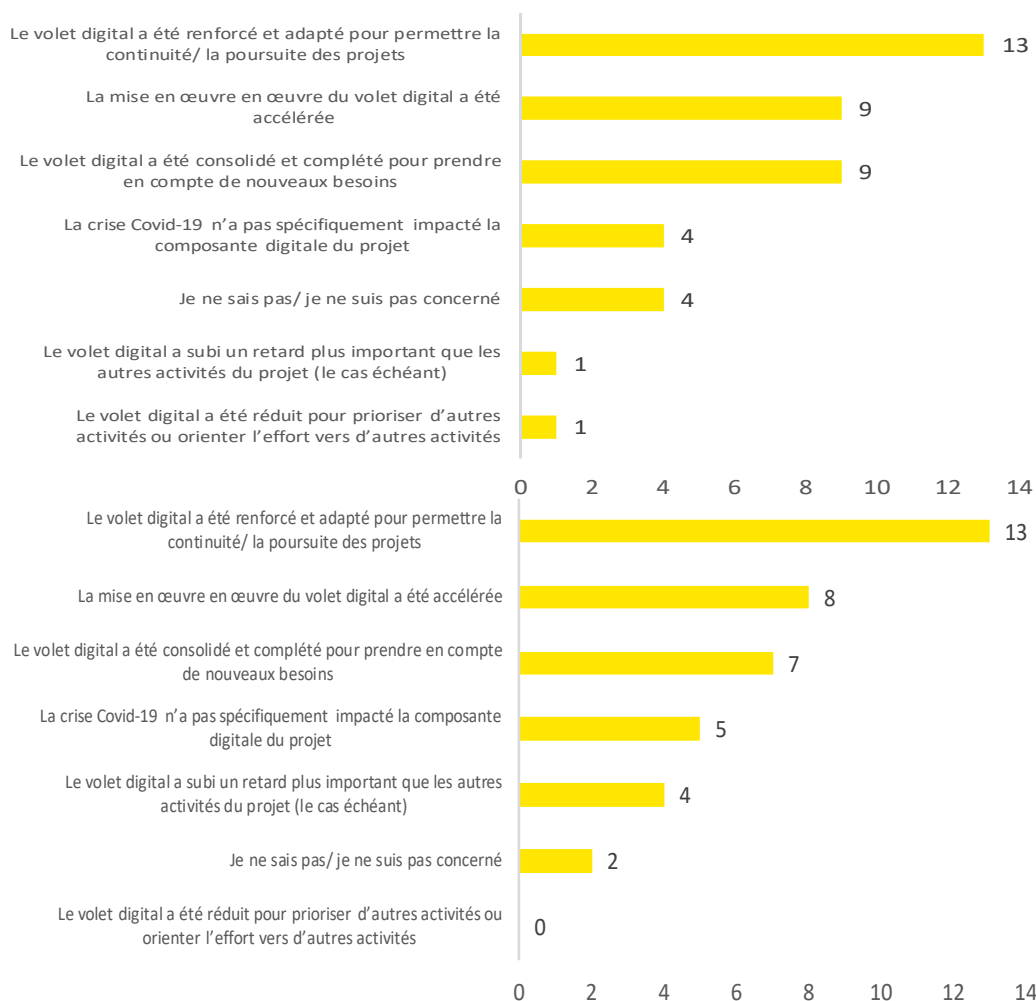
De façon transversale, la crise Covid-19 a eu des impacts notamment en termes de rythme d'exécution des projets qui ont en grande majorité été retardés, voire temporairement suspendus, aussi bien pour les acteurs de la coopération gouvernementale et non gouvernementale.

Figure 1 Conséquences de la crise Covid-19 sur la mise en œuvre des interventions D4D chez les acteurs de la coopération gouvernementale (Q5, 25 répondants, question à choix multiple)



Source : Enquête ACG – Elaboration EY

Figure 2 Conséquences de la crise Covid-19 sur la composante digitale des interventions D4D chez les acteurs de la coopération gouvernementale (Q6, 28 répondants, question à choix multiple, en haut) et non-gouvernementale (Q6, 30 répondants, question à choix multiple, en bas)

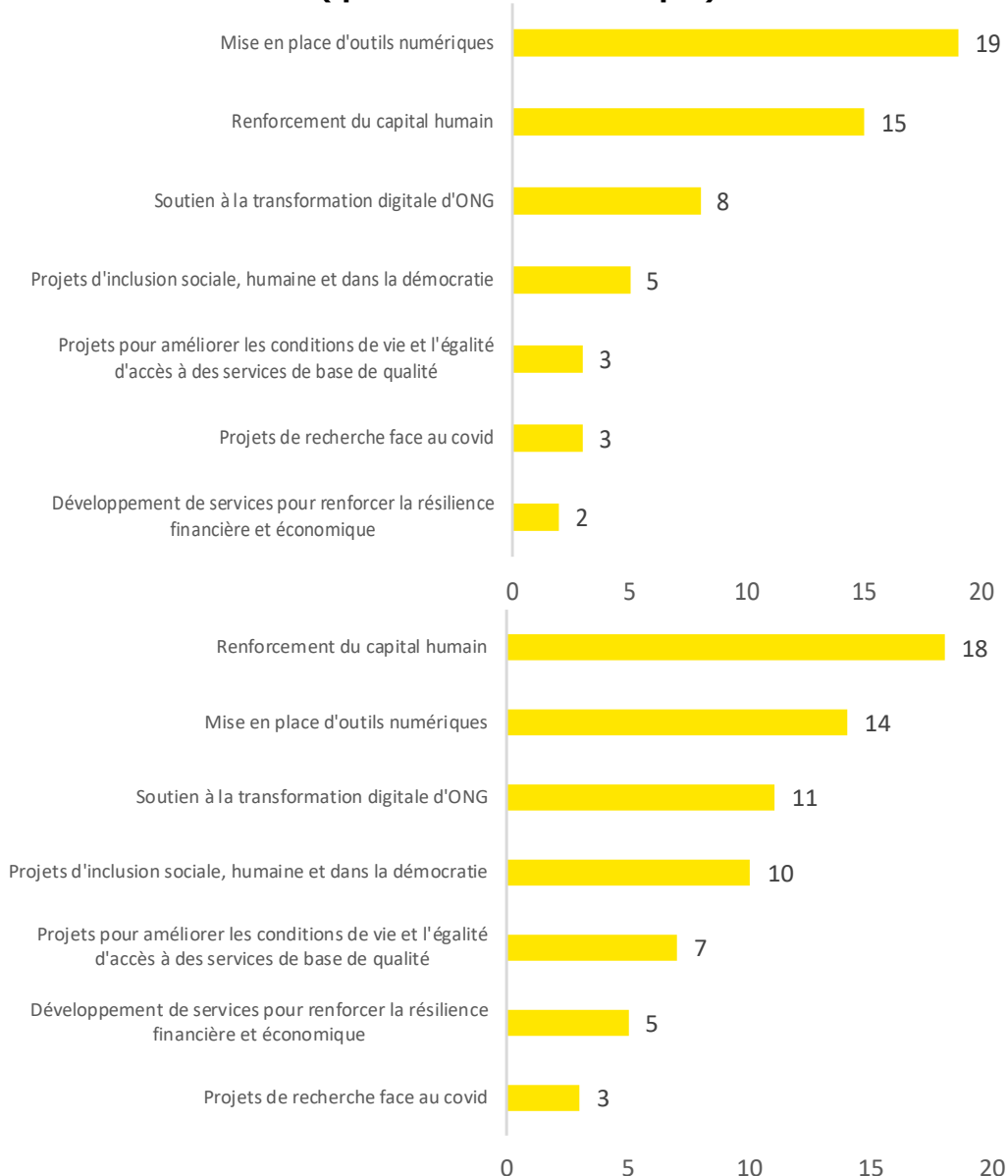


Source : Enquêtes ACG et ACNG – Elaboration EY

Dans cette période, elle a accentué l'usage du digital par ces acteurs, mais cette accentuation de l'intégration du D4D ne s'est pas opérée de manière uniforme et homogène parmi eux. Le digital a été crucial dans la réponse à la crise sanitaire car il a permis pour certains programmes une poursuite d'activités mais également l'expression d'une créativité au service du développement qui n'aurait pas eu l'occasion de se développer d'une telle façon en temps normal.

La mobilisation accrue du digital s'est effectuée au profit essentiellement du renforcement du capital humain, et la création et/ou l'utilisation d'outils digitaux, aussi bien pour des projets déjà existants et intégrant une dimension digitale que pour de nouvelles activités.

Figure 3 Exemples d'interventions de la coopération belge gouvernementale (à gauche) et non-gouvernementale (à droite) en réponse à la crise Covid-19 (question à choix multiple)



Source : Enquêtes ACG Q9 (23 répondants) et ACNG Q9 (26 répondants) – Elaboration EY

2) Au niveau de la prise en compte du digital dans la réponse stratégique de la coopération belge face à la crise Covid-19

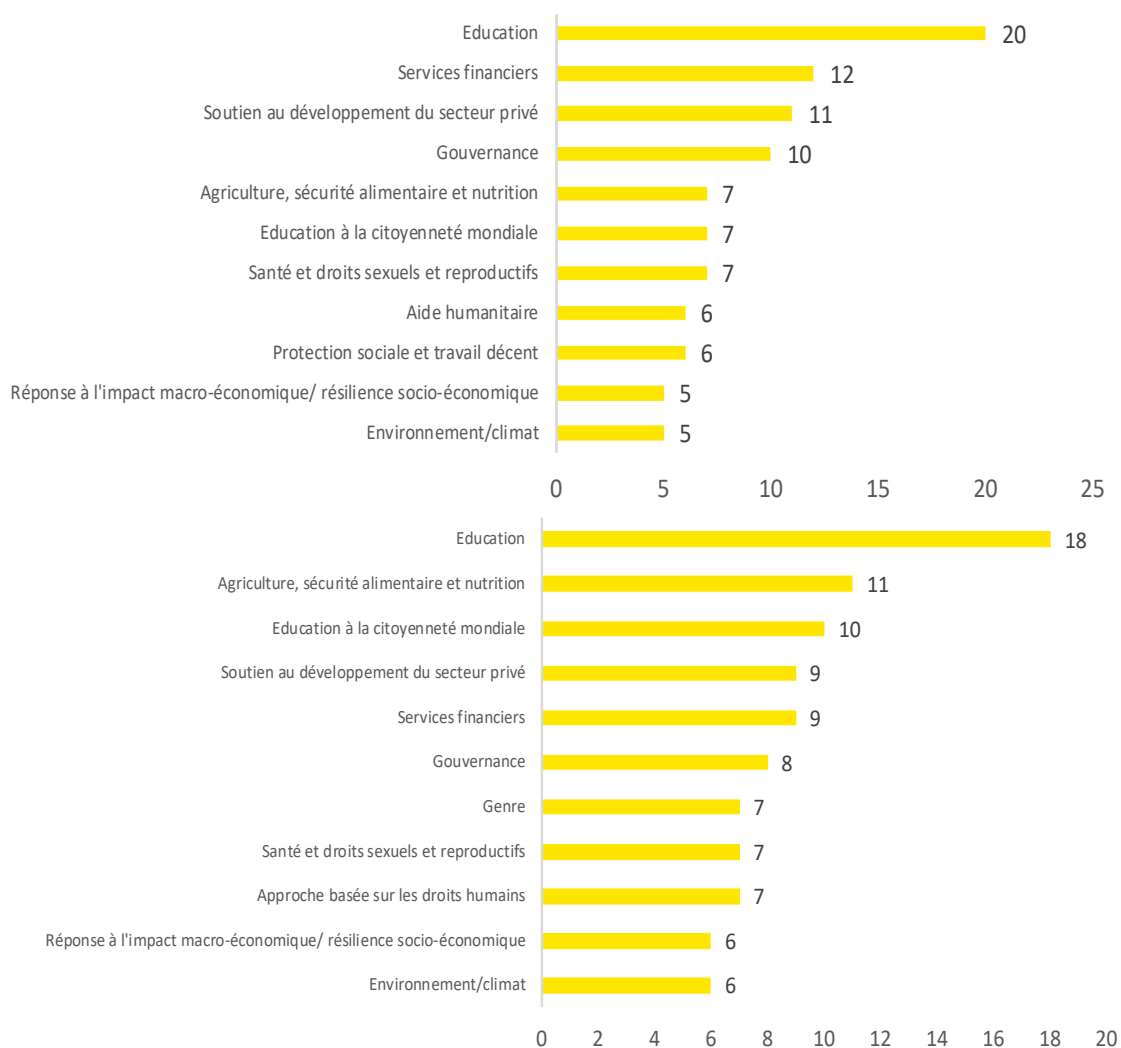
Le D4D a été pris en compte de manière limitée dans les réponses stratégiques de la DGD, mais de façon plus importante par Enabel via notamment une note spécifique « Digital for Development COVID Response Enabel » élaborée en mai 2020.

Les pays bénéficiaires ont adopté des réponses digitales stratégiques différentes en fonction de leur contexte national. Beaucoup de pays partenaires ont adopté une vision de transformation digitale. Néanmoins, la tendance générale des ripostes des pays récipiendaires est à la priorisation du secteur de la santé par rapport aux autres secteurs (économique, notamment). La riposte au niveau des pays d'intervention de la coopération belge s'est opérée au cas par cas mais va vers une tendance globale de plus fort recours au D4D.

De nombreuses opportunités ont émergé dans le contexte de la crise sanitaire, aussi bien au sein des pays bénéficiaires à travers un recours croissant au digital (renforcement de la dynamique de numérisation, adoption croissante d'une vision digitale, émergence et adoption de nouvelles solutions digitales, effet catalyseur de certains domaines comme la finance digitale), qu'en matière de D4D pour la coopération belge (accroissement du dialogue, nouveaux partenariats, abaissement de coûts, levées de fonds numériques).

La nature et l'importance de ces opportunités diffèrent cependant en fonction des secteurs d'activité où la valeur ajoutée du digital peut s'exprimer plus (éducation) ou moins nettement.

Figure 4 Secteurs où le digital apporte le plus de valeur ajoutée en termes de développement en temps de crise Covid-19 pour les acteurs de la coopération gouvernementale (en haut) et de la coopération non-gouvernementale (en bas) (question à choix multiple, 11 premiers secteurs en termes d'importance)



Source : Enquêtes ACG Q24 (24 répondants) et ACNG Q24 (24 répondants) – Elaboration EY

La thématique de l'éducation a été davantage ciblée que les autres secteurs par des réponses D4D, à la fois par les pays partenaires et la Coopération belge du fait de sa forte valeur ajoutée liée au digital et son importance sociale. La santé a également été de façon logique très investie par les pays et la Coopération dans ce contexte de crise sanitaire, même si dans une mesure plus variable que l'éducation.

Cependant, l'intégration croissante du digital dans les interventions D4D comporte des risques à la fois existants qui se sont accentués (ex : environnementaux) et d'autres

émergents, notamment sociaux (ex : exclusion de certains publics et de Leave No One Behind) et politiques (atteinte à l'accès à internet sur décision politique), liés aux effets du confinement, de sur-offre et sur-sollicitations digitales, de fatigue digitale liée à la surexposition aux outils digitaux. Le digital ne permet, de surcroît, pas pleinement d'atténuer les effets de la crise.

Focus group Ouganda

Risques liés au D4D – Des retours unanimes sur l'existence de risques sociaux

« *Le plus grand risque à stade est clairement le risque lié aux inégalités sociales. J'ai déjà pu constater cela, notamment dans le secteur de l'éducation où des élèves ont soudainement été exclus du système de formation car ils n'avaient pas de données mobiles ou d'équipements informatiques [...] Si on commence à digitaliser tout, alors il y a un grand risque d'exclusion d'une grande partie de la population.* » Africalia



« *On a pu constater la réalité de ce risque d'exclusion dès le début de la digitalisation de nos activités : beaucoup de personnes ont décroché car ils n'avaient pas les équipements nécessaires à la poursuite de la formation en ligne. On a dû procurer des téléphones et tablettes afin de pallier cela. Il y a eu beaucoup de problèmes au début.* » VVOB Education for Development

« *Le fait de mettre en place des plateformes numériques de communication exclut ceux qui n'ont pas de téléphones, portables etc et ils sont nombreux en Ouganda. On a également pu constater un autre problème en analysant les données de nos outils informatiques : celui des inégalités de genre dans l'accès à la digitalisation. En effet, les hommes avaient globalement plus accès à nos plateformes que les femmes.* » Barefoot Law

3) Au niveau des interventions D4D dans la réponse à la crise

Des articulations externes ont été constatées face au (ou en temps de la) crise Covid-19, surtout au niveau européen, par exemple dans le cadre de l'Initiative Team Europe. Le renouvellement (en cours) de la programmation pluriannuelle de l'UE régionale et dans des pays d'interventions de la coopération belge peut ouvrir la voie à de nouvelles Initiatives Team Europe dans le domaine du D4D.

Au niveau pays, des articulations avec d'autres acteurs ont aussi été observées sous différentes formes (webinars, partenariat).

Sur la base des approfondissements pays réalisés, les interventions D4D de la coopération belge semblent avoir répondu en grande majorité aux besoins de ces mêmes pays.

L'intérêt de commencer dès maintenant à réfléchir à l'évolution de la stratégie de digitalisation des programmes (pérennisation totale, partielle, etc) afin d'optimiser ses impacts sur le long terme et d'anticiper au maximum les caractéristiques d'un retour à la normale. Dans la plupart des cas et des secteurs étudiés, les outils et activités digitales mis en place semblent néanmoins avoir vocation à perdurer dans le temps et ce même au-delà du contexte de crise sanitaire. La digitalisation constitue sinon un axe majeur de ces prochains cadres stratégiques du moins un axe transversal d'importance et ce faisant s'installe dans une dynamique de pérennisation.

4) Au niveau des moyens mobilisés

Peu de fonds additionnels ont été mobilisés. Des réallocations de fonds ont surtout eu lieu en réponse D4D à la crise Covid-19. Le suivi des opérations liées à la Covid-19 et au D4D est incomplet. L'absence d'un dispositif inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la

réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D est à relever. Un besoin de plus de souplesse dans les procédures administratives de Enabel a été exprimé y compris dans des projets avec une composante digitalisation, afin de réduire les étapes liées à la prise de décision (achats de matériel, réorientation d'objectifs, marchés publics)

2.2. Conclusions partagées avec la précédente évaluation D4D

Au terme de l'étude, certaines conclusions soulignées lors de la précédente évaluation de la note stratégique D4D de la coopération belge persistent. Parmi elles, un enjeu d'identification des champs d'action prioritaires, domaines d'excellence ou niche à privilégier demeure, en particulier dans la réponse à la Crise Covid-19 et au-delà.

Des débats continuent à émerger dans cette période, y compris sur des sujets transverses, liés au Leave No One Behind (incluant la dimension genre) ou à l'impact sur l'environnement d'un recours croissant au D4D. Un besoin d'accompagnement de la stratégie D4D et lors de la riposte persiste aussi au niveau local. Le besoin de plus de concertation entre acteurs de la coopération demeure, y compris en temps de crise Covid-19 sur des sujets D4D.

Enfin, la prise en compte de la durabilité en matière de D4D se pose avec d'autant plus d'acuité dans cette période afin de « reconstruire en mieux » et œuvrer en faveur d'une reprise plus inclusive, résiliente et durable.

3. Recommandations

La présente étude est complémentaire de l'évaluation D4D de la coopération belge au développement. Elle inclut en effet le contexte Covid-19 dans la prise en compte du D4D au niveau stratégique et met l'accent sur des risques qui se sont accentués durant cette crise. En écho aux recommandations de l'évaluation visant à renforcer l'animation autour des sujets D4D ainsi que le suivi, elle souligne, en outre, l'intérêt d'une harmonisation renforcée à travers des initiatives Equipe Europe (Team Europe), lesquels ont émergé face à la Covid-19, tout en préconisant d'améliorer le suivi avec cette fois-ci un prisme lié au contexte Covid-19. Enfin, l'étude suggère d'étudier l'opportunité d'inclure (ou pas) le D4D dans le cadre de stratégies post-Covid-19. Sur la base des conclusions et enseignements, l'étude formule **les recommandations** suivantes :

Recommandation 1 : Renforcer la prise en compte du digital au niveau stratégique pour participer aux efforts de reprise économique, inclusive, durable et résiliente (a minima comme un moyen)

Constats :

- Le D4D a été pris en compte de manière variable dans les réponses stratégiques des acteurs de la coopération belge, au niveau des sièges et pays.
- L'accélération de la transformation numérique (notamment de l'Afrique) peut contribuer à promouvoir une croissance économique plus forte, durable et à réduire la fracture numérique (d'après par exemple la Banque mondiale et les Nations-unies).
- Une « reconstruction en mieux plus inclusive » nécessite de maximiser les effets du D4D tout en limitant ses effets non désirés, notamment en insistant sur l'inclusion digitale et la protection digitale des droits humains¹.

Recommandation : Renforcer la prise en compte du digital au niveau stratégique pour participer aux efforts de reprise économique, inclusive, durable et résiliente (a minima comme un moyen)	Responsable(s) DGD	Degré de priorité Moyen
---	------------------------------	-----------------------------------

Recommandation 2 : Renforcer la prise en compte des enjeux associés aux risques D4D, notamment liés à l'exclusion digitale (Leave No One Behind), à la dimension genre et aux impacts environnementaux

Constats :

- L'intégration croissance du digital dans les interventions D4D comporte des risques à la fois existants qui se sont accentués (ex : environnementaux) et d'autres émergents, notamment sociaux (ex : exclusion de certains publics et de Leave No One Behind) et politique (atteinte à l'accès à internet sur décision politique), liés aux effets du

¹ Source : [A new consensus for the post-Covid19 world: Building Back Better Inclusively - Paris Peace Forum](#)

confinement, de sur-offre et sur-sollicitations digitales, de fatigue digitale liée à la surexposition aux outils digitaux.

<p>Recommandation : Renforcer la prise en compte des enjeux associés aux risques D4D, notamment liés à l'exclusion digitale (Leave No One Behind), à la dimension genre et aux impacts environnementaux Renforcer cette prise en compte au niveau stratégique, opérationnel et dans l'agenda européen</p>	<p>Responsable(s)</p> <p>DGD-Enabel ACNG</p>	<p>Degré de priorité</p> <p>Elevé</p>
--	---	--

Recommandation 3 : Identifier des opportunités (Initiatives Team Europe) à venir dans le cadre de la future programmation pluriannuelle de l'UE (régionale et au niveau de pays) dans des domaines géographiques prioritaires de la coopération belge

Constats :

- Le renouvellement (en cours) de la programmation pluriannuelle de l'UE régionale et dans des pays d'interventions de la coopération belge peut ouvrir la voie à de nouvelles Initiatives Team Europe dans le domaine du D4D.

<p>Recommandation : Identifier des opportunités (Initiatives Team Europe) à venir dans le cadre de la future programmation pluriannuelle de l'UE (régionale et au niveau pays) dans des domaines géographiques prioritaires de la coopération belge</p>	<p>Responsable(s)</p> <p>DGD-Enabel</p>	<p>Degré de priorité</p> <p>Moyen</p>
--	--	--

Recommandation 4 : Renforcer les modalités de suivi de la réponse digitale en temps de la Covid-19

Constats :

- Le suivi des opérations liées à la Covid-19 et au D4D est incomplet.
- L'absence d'un mécanisme inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D est à relever.

<p>Recommandation : Renforcer les modalités de suivi de la réponse digitale en temps de la Covid-19 -Améliorer le suivi des opérations liées au Covid-19 - Prévoir une task force traitant directement ou indirectement la réponse D4D à la crise Covid-19</p>	<p>Responsable(s)</p> <p>DGD</p>	<p>Degré de priorité</p> <p>Moyen</p>
---	---	--

Recommandation 5 : prévoir des stratégies post-Covid-19 y compris en considérant le bien-fondé ou non de l'intégration du D4D

Constats :

- L'intérêt de commencer dès maintenant à réfléchir à l'évolution de la stratégie de digitalisation des programmes (pérennisation totale, partielle) afin d'optimiser ses impacts sur le long terme et d'anticiper au maximum les caractéristiques d'un retour à la normale.

Recommandation : prévoir des stratégies post-Covid-19, y compris en considérant le bien-fondé ou non de l'intégration du D4D

- Identifier des domaines d'excellence et niches prioritaires
- Coupler des appuis dans le renforcement du capital humain au soutien à l'écosystème entrepreneurial (ex : soutenir des formations en ligne, en mobilisant l'appui de startups et entreprises privées dans le secteur)

Responsable(s)

DGD et Cabinet
Acteurs de la coopération
non gouvernementale

**Degré de
priorité**
Elevé



ROYAUME DE BELGIQUE

Service public fédéral

Affaires étrangères,

Commerce extérieur et

Coopération au Développement